Bibliographie

Magali Thevenot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4218>

DOI : 10.4000/formationemploi.4218

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 10 juillet 2014

Pagination : 137-146

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Magali Thevenot, « Bibliographie », *Formation emploi* [En ligne], 126 | Avril-Juin 2014, mis en ligne le 18 août 2014, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4218> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.4218>

Bibliographie

Sélection bibliographique d'ouvrages sur la thématique « Expérimentations sociales ».

Cette sélection a été élaborée à partir de la base de données bibliographiques

« Formation-Emploi » du Céreq.

Bibliographie réalisée par Magali Thévenot

Le décrochage scolaire : Enjeux, acteurs et politiques de lutte contre la déscolarisation

Berthet Thierry (dir.), Zaffran Joël (dir.)

Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2014, 185 p., « Le Sens social »

Alors qu'au milieu des années 1970, le nombre de sortants du système scolaire faiblement qualifiés est largement supérieur aux chiffres des années 2000, la mise à l'agenda politique somme toute récente du décrochage scolaire est révélatrice d'une part, du glissement des politiques de lutte contre l'échec scolaire aux politiques récentes de rattrapage scolaire des élèves, d'autre part, de la manière avec laquelle il est devenu un problème pour l'Europe, l'Etat et les collectivités territoriales qui élaborent à leur échelle, et le plus souvent sans se coordonner, des politiques de formation et d'insertion des jeunes sans diplôme. Alors que le champ politique utilise plus facilement les termes de décrocheur et d'absentéiste, la communauté scientifique appréhende le décrochage comme un processus de déscolarisation porté par des facteurs scolaires, sociaux, familiaux et relationnels. Ce décalage amène à interroger l'expérience scolaire et sociale des décrocheurs, le contenu des dispositifs de lutte contre le décrochage, la teneur des politiques d'orientation scolaire et d'insertion professionnelle. Les auteurs de ce livre traitent de ces thèmes. L'ouvrage comprend trois parties : la première est un état des lieux du décrochage et des savoirs sur la déscolarisation ; la seconde renvoie aux modèles d'analyse des expérimentations et aux leçons à en tirer ; la troisième traite des trajectoires individuelles et des dispositifs singuliers de lutte contre le décrochage scolaire. Considérées ensemble, ces trois parties interrogent la capacité de l'école, et plus largement de notre société, à traiter efficacement ce problème.

Vaincre l'échec scolaire : l'expérience du lycée Galilée

Hugonnier Bernard ; Ayala de Constance.

Paris : Economica, 2014, 96 p.

Vaincre l'échec et l'abandon scolaires, notamment dans les zones d'éducation prioritaires, est un défi gigantesque. Pourtant, cela a été possible dans le lycée Galilée à

Gennevilliers dans le cadre d'une expérimentation que cet ouvrage décrit et analyse. La première leçon à tirer est que plus d'autonomie, tant pour les enseignants que pour les chefs d'établissement, et moins de centralisation sont nécessaires pour faire réussir les réformes. Il faut aussi que ces réformes soient globales en concernant aussi bien les rythmes scolaires que l'organisation des cours, la pédagogie, l'évaluation et les relations entre les enseignants et les élèves. Il convient, enfin, que les enseignants travaillent désormais beaucoup plus en équipe pour partager leurs expériences, discuter des problèmes communs et trouver ensemble des solutions. C'est à ces conditions que l'on pourra vaincre l'échec et l'abandon scolaires.

Du décrochage à la réussite scolaire : Expériences françaises et internationales

Boudesseul Gérard (dir.)

Paris : L'Harmattan, 2013, 240 p., « Savoir et Formation »

La lutte contre les sorties prématurées de formation initiale est devenue une affaire d'insertion sociale et professionnelle et non seulement une défaillance de l'école. Elle déborde du lycée et de l'institution scolaire, impliquant aussi bien des acteurs de la formation professionnelle initiale et continue, ceux de l'orientation professionnelle et du travail social et ceux de l'insertion sur le marché de l'emploi.

A l'épreuve du temps : données longitudinales et analyse de l'action publique : XXes journées d'étude sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail, Bordeaux, 25-26 juin 2013

Journées d'étude sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail (JDL n° XX ; 25-26 juin 2013 ; Bordeaux ;

Berthet Thierry, éd. ; Boudesseul Gérard éd. ; Couppié Thomas, éd. ; Gayraud Laure, éd. ; Giret Jean-François, éd. ; Lemistre Philippe, éd. ; Vérétoit Antoine, éd. ; Werquin Patrick, éd. ; Zaffran Joël, éd.

Marseille : Céreq, 2013, 283 p., Relief « Échanges » du Céreq, 42

Le rapport des données longitudinales à l'action publique n'est pas une question nouvelle. Il restait à l'aborder frontalement, comme thème directeur, et c'est l'objet de cette vingtième édition des « Journées du Longitudinal » dont les contributions sont regroupées dans cet ouvrage. Les données longitudinales demeurent encore largement sous-exploitées par les analyses de l'action publique. Elles sont également encore faiblement investies par les décideurs et opérateurs des politiques publiques. Dans le champ de la relation formation-emploi, alors même que tous ses segments (éducation, formation, orientation) sont aujourd'hui étiquetés « tout au long de la vie », la prise en compte des temporalités des parcours et des trajectoires dans la construction de l'action publique demeure souvent anecdotique. Or, les analyses sur moyenne et longue période sont riches d'enseignement.

L'évaluation des politiques publiques en faveur de la mobilité sociale des jeunes : Rapport d'information déposé par le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Juanico Régis ; Poisson Jean-Frédéric

Paris : Assemblée Nationale, 2013, 995 p., « Rapport d'information, 1613 ».

Les expérimentations aléatoires en économie

Jatteau Arthur

Paris : La Découverte, 2013, 125 p., « Repères. Économie, 629 ».

Depuis le début des années 2000, une économiste française, Esther Dufllo, professeure au MIT (*Massachusetts Institute of Technology*), occupe le devant de la scène en économie du développement et, plus généralement, en évaluation des politiques publiques. Avec son laboratoire, le J-PAL, elle a contribué à populariser une méthode – les expérimentations aléatoires (*randomized controlled trials ou RCT*) – destinée à évaluer de manière scientifique certaines politiques publiques. Inspirée par les essais cliniques randomisés pratiqués en médecine où l'on divise aléatoirement une population en deux groupes (test et témoin), elle cherche à mesurer l'impact d'un « traitement », comme la distribution de manuels scolaires ou de vaccins, l'embauche de nouveaux enseignants... Des centaines d'expérimentations aléatoires ont désormais lieu dans le monde, aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays riches, comme la France. Ces expérimentations, appelées à se multiplier, soulèvent toute une série de questions, méthodologiques, théoriques, politiques, éthiques... Ce livre est le premier à en faire la synthèse, de façon accessible et rigoureuse.

La lutte contre le décrochage scolaire : de l'initiative locale à l'expérimentation sociale : Thèse de doctorat

Vivent Céline

Caen : Université de Caen Basse-Normandie, 2013.

La démarche expérimentale n'est pas totalement nouvelle dans l'action publique en France, notamment dans la mise en place de politiques sociales. Pourtant, l'expérimentation prend une nouvelle tournure avec la loi généralisant le revenu de solidarité active (rSa) en 2008 et le pilotage par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse (FEJ) de projets de lutte contre le décrochage scolaire, entre autres thématiques. L'innovation réside dans la supervision par les sciences sociales de ces projets pour en évaluer les potentialités de généralisation. Alors que les expérimentations sociales visent à mettre en avant des initiatives locales pour faire valoir leur utilité et leur capacité à être étendues, on peut se demander si elles vont permettre la création de nouveaux espaces intermédiaires rendant possible un apprentissage collectif de règles communes et d'élaboration de solution entre des acteurs sociaux, éducatifs et politiques habituellement soumis au cloisonnement. En rappelant que la question du décrochage scolaire était une question sociale, scolaire

et politique, cette thèse tente, à partir d'une mise en regard de quatre expérimentations sociales de lutte contre le décrochage scolaire, d'en tirer des enseignements transversaux. Les espaces intermédiaires émergents font apparaître quatre dimensions de la lutte contre le décrochage scolaire : le partage d'une définition du public prioritaire, la répartition inégale sur le territoire des facteurs sociaux de risques d'abandon scolaire, la prise en compte de la temporalité individuelle du processus de « raccrochage » et la mise en commun des informations sur les décrocheurs.

Les politiques de cohésion sociale : acteurs et instruments

Fourel Christophe (dir.), Malochet Guillaume (dir.)

Paris : CAS, 2013, 389 p., « Rapports et documents, 55 »

Les inquiétudes sur la cohésion sociale prennent, avec les crises économiques récentes, une ampleur particulière. Outre la montée des inégalités, de nombreuses lignes de fracture affaiblissent le ciment des sociétés européennes travaillées par l'individualisme. Selon un récent baromètre, seuls 38 % de nos concitoyens pensent que la société française offre à chacun la place qu'il mérite. Outre le phénomène de décrochage des populations les plus vulnérables, qui oblige à repenser les politiques de soutien, le sentiment de déclassement affecte une part croissante de la population, en particulier parmi les classes moyennes, qui se sentent victimes d'évolutions qu'elles ne maîtrisent plus : contraction du marché de l'emploi, cherté des logements, persistance des mécanismes de discrimination, croissance de l'insécurité sociale, etc. Ces phénomènes alimentent l'idée d'une fragmentation accrue de la société française. Deux années durant, entre septembre 2010 et avril 2012, le Centre d'analyse stratégique (CAS) et la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) ont organisé une série de quatorze séminaires publics sur les instruments et les acteurs des politiques de cohésion sociale. Le présent rapport livre le fruit des réflexions produites à cette occasion à partir d'une triple ambition :

- La première est d'éclairer la décision publique
- La deuxième ambition consiste à mettre en lumière des exemples de bonnes pratiques locales.
- La troisième ambition, dans le prolongement des précédentes, a porté sur la dimension internationale de nos travaux.

Le recours à l'expérimentation par les établissements autorisé par l'article L. 401-1 du code de l'éducation

Becchetti-Bizot Catherine ; Durpaire Jean-Louis ; Taupin Alain ; France. Inspection générale de l'éducation nationale ; France. Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche.

Paris : ministère de l'Éducation nationale, 2013, 71 p., « Rapport, 2013-057 »

Cette étude met en évidence l'évolution progressive des concepts d'innovation et d'expérimentation au sein du système éducatif, tout particulièrement durant les vingt dernières années, de l'encouragement de la créativité pédagogique à la création d'un dispositif global visant à favoriser le changement de l'école et la réussite éducative.

Travailler pour être aidé ? : L'emploi garanti en Inde

Imbert Clément

Paris : Éd. Rue d'Ulm, 2013, 70 p., « Collection du CEPREMAP, 33 »

Depuis 2005, la loi indienne garantit à chaque ménage rural le droit de travailler 100 jours par an sur des chantiers publics d'infrastructures. En 2012, le programme d'emploi garanti en Inde (NREGS) comptait plus de cinquante millions de ménages bénéficiaires, pour un budget total équivalent à 1 % du PIB du pays. A travers l'exemple de cette gigantesque expérimentation, cet opuscule permet de mesurer les enjeux de la protection sociale dans les pays en développement. Comment un Etat peut-il aider les plus pauvres quand son administration est dénuée de ressources et corrompt ? Comment identifier les bénéficiaires alors que les ménages ne déclarent pas leurs revenus ? Comment faire en sorte qu'une politique sociale profite à l'économie dans son ensemble ? L'emploi garanti indien répond à ces questions en obligeant les ménages à travailler sur les chantiers publics pour recevoir l'aide de l'Etat. L'auteur s'interroge sur l'opportunité de ce choix.

Didactique des sciences et démarches d'investigation : références, représentations, pratiques et formation

Calmettes Bernard (dir.)

Paris : L'Harmattan, 2012, 223 p., « Pratiques de formation »

Les démarches d'investigation s'inscrivent dans une problématique mondiale de rénovation de l'enseignement des sciences et des technologies afin de tenter de répondre dans des sociétés marquées par des évolutions techniques complexes, d'abord aux besoins en professionnels, ensuite à la désaffection des jeunes pour des poursuites d'études, enfin aux nécessités de réflexions citoyennes. Les recherches en didactique peuvent avoir relativement à l'objet « démarches d'investigation » plusieurs visées : décrire des séances et produire du sens à partir d'un cadre théorique, construire et proposer des situations de classe ou de formation, caractériser des phénomènes, construire des modèles et des concepts pour comprendre des processus de formation, d'enseignement ou d'apprentissage. Ces différentes options sont mises en œuvre dans les chapitres de cet ouvrage où l'on trouve des études curriculaires (programmes et moyens d'enseignement), des analyses des références des démarches d'investigation, des analyses de situations de classe et de formation, des propositions pour la classe et pour la formation.

L'éducation inclusive : une réponse à l'échec scolaire ?

Zay Danielle ; Langouet Gabriel (préf.)

Paris : L'Harmattan, 2012, 280 p., « Savoir et Formation. Handicap et éducation »

Qu'entend-on aujourd'hui par éducation inclusive ? Pourquoi l'éducation inclusive initialement conçue pour aménager la scolarité des handicapés est-elle devenue l'éducation pour tous, recommandée pour transformer les systèmes scolaires par des organismes internationaux aussi différents que l'UNESCO, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), le Conseil de l'Europe ou le « *Working Committee on Quality Indicators* » ? N'y a-t-il pas une contradiction, dans sa mise en œuvre, entre la visée de justice sociale des chercheurs à l'origine de cette évolution et la centration sur les compétences et les performances des décideurs politiques et économiques, dans leur Etat et dans les instances qui les réunissent ? Comment se complètent, se compensent ou s'opposent les objectifs des acteurs sociaux du monde éducatif, personnels de l'Éducation nationale et autres professionnels appelés à les aider, parents, collectivités locales, associations, et ceux des experts recrutés pour élaborer des méthodes et des instruments d'éducation afin de sauver la croissance ? Où se situe la politique française actuelle, dans un essai de conciliation des deux visées, justice sociale et compétence, ou dans un échec par rapport aux deux ? A ces questions brûlantes d'actualité, l'ouvrage tente de répondre, analyses, chiffres et études de terrain à l'appui. Il bénéficie des résultats d'une recherche commanditée par la Commission européenne sur un échantillon de dix pays, dont la France, représentatifs des tendances différentes des cultures, traditions et politiques éducatives dans l'Union européenne et dans une perspective ouverte sur l'évolution des idées outre-Atlantique. Il apporte un outil irremplaçable pour évaluer, par comparaison, les effets de la politique éducative française, en particulier, depuis le tournant pris avec l'élection présidentielle de 2007. Son abondante documentation, qui offre des textes inédits en France, sa bibliographie thématique internationale complétée par un index des auteurs, sont des instruments d'information et de travail qui n'existaient pas jusqu'à maintenant pour tous ceux qui s'intéressent au sujet.

Le Portefeuille d'expériences et de compétences : de l'université à la vie active

Gaste Denis (dir.) ; Loumé Danielle (dir.) ; Aubret Jacques ; Biarnès Jean ; Danvers Francis ; Faudé Jean-Pierre ; Rose José.

Marseille : Céreq, 2012, 144 p., *Relief*, 39

Le Portefeuille d'expériences et de compétences (PEC), actuellement mobilisé par 25 universités, est une démarche qui s'appuie sur un support numérique. Les objectifs sont d'apporter à l'étudiant des possibilités de réflexion sur l'ensemble de ses acquis, des possibilités d'actualiser son projet tout au long du LMD (licence-master-doctorat), de meilleures possibilités d'agir et de communiquer sur ses expériences, sa formation, ses projets. Le Céreq évalue plusieurs expérimentations du Fonds d'expérimentations

pour la jeunesse (FEJ). L'édition de cet ouvrage traduit la volonté du Céreq de faire part de son expertise à travers une expérimentation qui mobilise, jusqu'en 2013, six de ses seize centres associés régionaux. Cet ouvrage, état des lieux de l'expérimentation, présente aussi les enjeux d'une évaluation dont les résultats seront produits dans une prochaine publication.

Connaissance et action publique

Baslé Maurice

Paris : Economica, 2010, 86 p.

L'individu, à la sortie d'une grave crise économique, vit dans une hypermédiation, une société du spectacle avec effets de battage.

La croyance citoyenne dans les institutions est plus faible qu'avant la crise. Le paysage politique des démocraties et de la France est occupé de plus en plus par les résultats des sondages. A trop en faire en n'utilisant que cet instrument, le marketing politique pourra être accusé d'être un miroir trop fugace. En sait-on assez sur les effets des politiques publiques, lois et réglementations en vigueur ? Se donne-t-on les moyens d'en savoir plus ? Pour réformer, ne faudrait-il pas en savoir davantage ? Comment remplacer la tactique aveugle de la guillotine budgétaire de programmes publics ? On peut mal préparer l'avenir en sous estimant les besoins d'investissement d'avenir (société fondée sur la recherche, l'innovation, la créativité, l'enseignement supérieur, la culture).

Peut-on mieux connaître à l'avance le potentiel des résultats des actions publiques (évaluation préalable devenue constitutionnelle) ? La politique est aussi animée par nombre d'annonces officielles (politique-spectacle) qui ne se traduisent jamais par des réalisations effectives. Les médias s'enrichissent en contenus avec de telles « news » : peut-on effectuer un meilleur suivi des réalisations-résultats (suivi-évaluation de programmes publics avec des outils logiciels de type SEVALPRO ? Peut-on vraiment connaître la chaîne de valeur des actions publiques, c'est-à-dire les résultats et l'impact sur les populations et les territoires ? Faut-il faire davantage d'expérimentation sociale en « testant » la qualité de l'action publique nouvelle ? L'auteur conclut en se demandant : « *que manque-t-il de manière criante dans le paysage français de l'évaluation publique des Politiques publiques ?* »

Évaluation aléatoire et expérimentations sociales

L'Horty Yannick ; Petit Pascale

Noisy-le-Grand : CEE, 2010, 29 p., « Document de travail, 135 »

Les méthodes d'évaluation aléatoire ont commencé à être appliquées à de grands programmes sociaux en France depuis 2007, soit plus de quarante ans après les premiers travaux analogues menés aux États-Unis. Elles connaissent depuis un développement rapide. Ces méthodes expérimentales consistent à évaluer les effets d'une politique en comparant

un groupe test à un groupe témoin, constitués par tirage au sort. L'objet de ce document est de proposer une introduction à l'application de ces méthodes aux expérimentations sociales. Ainsi, leurs spécificités ne se réduisent pas (i) au principe de l'assignation aléatoire. Elles ont aussi pour autres singularités qui les distinguent des autres méthodes d'évaluation quantitatives : ii) la dimension expérimentale du programme évalué, iii) le partenariat particulier qui est organisé entre le chercheur et l'institution expérimentatrice, iv) la conception a priori d'un protocole d'évaluation et d'un système d'observation et de traitement de l'information. Chacune de ces quatre singularités est la source d'un apport particulier de ces méthodes mais a aussi pour contrepartie une limite spécifique qui mérite d'être soulignée.

Evaluation et données longitudinales : quelles relations ?

Journées d'étude sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail (JDL n° XVII ; 27-28 mai 2010 ; Marseille) ; Couppié, Thomas, éd. ; Epiphane, Dominique, éd. ; Giret, Jean-François, éd. ; Grelet, Yvette, éd. ; Recotillet, Isabelle, éd. ; Sulzer, Emmanuel, éd. ; Werquin, Patrick, éd.
Marseille : Céreq, 2010, 338 p., « *Relief*. Échanges du Céreq, 30 »

Expérimenter pour décider ? Le RSA en débat

Gomel Bernard ; Serverin Evelyne
Noisy-le-Grand : CEE, 2009, 30 p., « Document de travail, 119 »

Parmi les mesures d'évaluation des politiques publiques, l'expérimentation est aujourd'hui mise en avant comme procédé scientifique de contrôle *ex ante* de l'efficacité des instruments d'action publique. L'article propose d'explorer, sous trois dimensions, les fondements de la raison expérimentale invoquée au soutien des politiques publiques : au plan théorique, en situant l'expérimentation parmi les diverses formes d'observation qui gravitent autour de l'action publique ; au plan opérationnel, en étudiant un modèle expérimental particulier, celui qui a précédé la mise en place du Revenu de solidarité active (RSA) ; au plan politique, en suivant les destinées des résultats expérimentaux devant la représentation nationale. S'il apparaît que l'expérimentation constitue bien une forme nouvelle d'association des scientifiques à la prise de décision, l'analyse du dispositif RSA fait apparaître un décalage entre l'objet de l'expérimentation et la teneur du dispositif, et le suivi des débats à l'Assemblée montre que l'expérimentation a rempli surtout une fonction rhétorique de justification d'une politique classique de revenus. Pour autant, cette forme d'intervention n'est pas sans conséquences. D'une part, l'association des scientifiques à la définition et au pilotage de l'action publique met en question l'indépendance de la recherche. D'autre part, l'affirmation de la supériorité scientifique de l'expérimentation peut conduire à l'éviction des autres formes d'observation. Enfin, les moyens financiers consacrés aux expérimentations risquent de manquer pour mener les enquêtes observationnelles nécessaires à la mesure des effets réels des dispositifs.

Politiques locales de la jeunesse et expérimentations sociales : vers une cohérence des politiques de la jeunesse ?

Brezault Manon ; Olm Christine ; Angotti Matthieu (collab.), Simon Marie-Odile (collab.)

Paris : Crédoc, 2009, 87 p., « Cahier de recherche, 266 »

La multiplicité des dispositifs d'insertion sociale et professionnelle en faveur des jeunes, mise en évidence par le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) dans le cadre de récents travaux, pose la question de la lisibilité de l'offre existante, de sa cohérence, et in fine de son efficacité. Depuis la création du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, qui a pour objectif « d'impulser et de soutenir des initiatives sur différents territoires, et selon des modalités variables et évaluées », les expérimentations dites « contrôlées », c'est à dire associées à une démarche d'évaluation, se sont multipliées et permettent d'apporter de nouvelles réponses à cette question.

Au travers de quatorze projets à destination des jeunes financés par le Fonds Jeunes et évalués par le Credoc, ce Cahier de Recherche a pour objet de dresser un premier bilan de ces expérimentations en apportant un éclairage spécifique sur trois points :

- le ressenti des jeunes envers les dispositifs d'insertion, ressenti qui se caractérise notamment par un manque de connaissance et d'appropriation de l'offre existante,
- le principe des expérimentations sociales dites « contrôlées » : les raisons qui ont expliqué leur apparition en France et les méthodes d'évaluation qu'elles supposent de mettre en place ;
- les contraintes spécifiques liées au montage de projets locaux d'expérimentation (conditions de faisabilité, externalités et risques associés à ce type de projets, impact potentiel sur la cohérence des politiques sociales en faveur de la jeunesse).

25 ans de politiques d'insertion des jeunes : quel bilan ?

Dumont Catherine

Paris : Journal officiel de la République française, 2008, 114 p., « Avis et rapports du Conseil économique et social, n° 31 »

L'insertion sociale et professionnelle des jeunes est une composante récurrente des politiques publiques. Depuis la création des missions locales en 1982, cette action publique s'est diversifiée. Tandis que le niveau général de diplôme s'est élevé, certains jeunes rencontrent cependant de plus en plus de difficultés à trouver un emploi.

Le Conseil économique, social et environnemental propose, dans cet avis, un ensemble de mesures pour améliorer l'orientation, la formation, coordonner et évaluer les politiques publiques d'insertion sur les territoires.

L'Etat à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la Vème république

Bezes Philippe, éd. ; Chauvière Michel, éd. ; Chevallier Jacques, éd. ; Ocqueteau Frédéric, éd. ; Benamouzig Daniel ; Brams Lucien ; Chatriot Alain ; Duclert Vincent ; Dubar Claude ; Fraisse Robert ; Frison-Roche François ; Garioud Georges ; Jankowski Barbara ; Kessler Marie-Christine ; Lassave Pierre ; Loiseau Florent ; Monjardet Dominique ; Montricher Nicole de ; Querrien Anne ; Robert Philippe ; Vennesson Pascal.

Paris : La Découverte, 2005, 300 p., « Recherches »

Quels sont les liens qui unissent la recherche entre les sciences sociales et l'Etat ? Telle est la question que se propose d'étudier historiquement et empiriquement cet ouvrage sur les relations entre les administrations d'Etat et le champ des sciences sociales à travers les dispositifs de commandes publiques mis en place entre 1960 et 1990. Dans un premier temps, sont présentés les principaux organismes chargés de gérer la commande et de financer la recherche tels la DGRST (Délégation générale à la recherche scientifique), le CORDES (Comité d'organisation des recherches appliquées au développement économique et social), le Commissariat général du Plan ou encore la MIRE (Mission interministérielle recherche expérimentation). Puis, trois grands témoins ayant exercé des responsabilités dans ces établissements proposent à la fois un regard transversal mais également une réflexion évaluative et prospective depuis les années 1990.